

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 juin 2023

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-deux juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, ALLAMEL Martine, LOYET André, ROCHE Eliette, GAILLARD Pascal, FAURE Cécile, ESSAYAR Khalid, N'GUYEN Isabelle, CIVIER Stéphane, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, ROGIER Monique, TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne, SAUGET Elisabeth, TEYSSIER Nicolas, ROUX Patricia, GUIBERT Alexandra, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, BOUSCHON Max, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri.

Excusés : JOLY Delphine (pouvoir à Pascal GAILLARD), LEYNAUD Michel (pouvoir à Stéphane CIVIER), MARRON Corentin (pouvoir à Max BOUSCHON), BOYER Alain (pouvoir à Isabelle NGUYEN), AMRANI Hasiba (pouvoir à Jacky SOUBEYRAND), CAUQUIL Alexandra (pouvoir à André CONSTANZO), KAPPEL Roger, THINON Marielle (pouvoir à Benoît PERRUSSET).

Absent :

Secrétaire de séance : BOUSCHON Max

Date de la convocation :

Délibération n°53

15 juin 2023

OBJET : Prescription de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Transmis au représentant
de l'Etat le : 28 JUIN 2023
Affiché le : 28 JUIN 2023
Notifié le :

POLE DEVELOPPEMENT URBAIN

Service urbanisme

Prescription de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans l'attente du PLUi en cours d'élaboration et suite aux modifications simplifiées n°1 (approuvée en 2014), 2 (en 2018) et 3 (en 2021), le Plan Local d'Urbanisme (PLU) nécessite des évolutions mineures qui peuvent se faire par l'intermédiaire de la procédure de modification simplifiée.

Explication de la procédure

Il explique ainsi qu'il peut être fait usage de cette procédure dans la mesure où les modifications apportées au PLU n'ont pas pour effet :

- de porter atteinte à l'économie générale du PLU en changeant les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable,
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
- de comporter de graves risques de nuisance,
- de majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- de diminuer les possibilités de construire d'une zone,
- de réduire la surface d'une zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU).

Objet de la modification simplifiée

Monsieur le Maire explique que l'objet principal de cette modification simplifiée n°4 consiste à modifier les règles d'urbanisme de la parcelle cadastrée section B n°3 606, rue Georges Couderc (cf. plan joint) pour y permettre la réalisation d'un équipement d'intérêt collectif de type résidence services à destination des personnes âgées.

Cette modification simplifiée n°4 est également l'occasion de mettre à jour la liste des emplacements réservés en supprimant ou actualisant les réserves qui ont été acquises, abandonnées ou qui ont d'ores et déjà fait l'objet des travaux envisagés. Il s'agit plus particulièrement des réserves suivantes et illustrées sur les plans ci-joints,

Numéro	Destination	Action à prévoir dans la MS n°4 du PLU	Surface en m²
VOIRIE ET PARKINGS			
V25	Aménagement de l'accès piéton au parking de la Pécourte depuis le Boulevard Vernon	Suppression	21
V47	Elargissement de la rue de l'Expert	Actualisation	251
V50	Elargissement des chemins de Saint Martin ER 6 m	Actualisation	1 713
V53	Elargissement du chemin d'exploitation – Quartier les Pradasses / Les Bastides	Suppression	603
EQUIPEMENTS ET ESPACES PUBLICS			
E12	Emplacement réservé pour la réalisation d'équipements et d'installations de services	Actualisation	48 409

Le Conseil Municipal,

Où l'exposé de Monsieur le Maire ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36, L.153-45 et suivants ;

VU la délibération en date du 24 juin 2005 ayant approuvé l'élaboration du PLU ;

VU la délibération en date du 26 septembre 2007 approuvant la modification n°1 du PLU;

VU la délibération du conseil municipal du 22 Décembre 2011 approuvant la révision générale n°1 du PLU.

VU la délibération du conseil municipal du 30 octobre 2014 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU.

VU la délibération du conseil communautaire du 11 avril 2018 approuvant la modification simplifiée n°2 du PLU.

VU la délibération du conseil communautaire du 7 décembre 2021 approuvant la modification simplifiée n°3 du PLU.

VU la délibération n°2 du conseil municipal du 16 novembre 2017 approuvant la modification des statuts de la CCBA pour permettre notamment le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la CCBA ;

CONSIDERANT la nécessité de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme et de l'adapter à l'évolution des dynamiques du territoire dans le respect des orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à la majorité (4 contres : Alexandra GUIBERT, Guillaume VERMOREL, André CONSTANZO, Alexandra CAUQUIL).

- **demande** à la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas de bien vouloir **engager** une procédure de modification simplifiée du PLU, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme afin de :
 - modifier les règles d'urbanisme de la parcelle cadastrée section B n°3 606 pour y permettre la réalisation d'un équipement d'intérêt collectif de type résidence services à destination des personnes âgées
 - mettre à jour la liste des emplacements réservés en supprimant ou actualisant les réserves qui ont été acquises, abandonnées ou qui ont d'ores et déjà fait l'objet des travaux envisagés;
- **décide** de donner autorisation au Maire de signer tous documents relatifs au bon déroulement de la modification simplifiée n°4 du PLU.

Extrait certifié conforme

Le Maire

Jean Yves MEYER

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)